



Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

Semaine du 15 juin 2026

INFOS ET CHIFFRES CLÉS

Mme Pauline MAISANI, directrice générale adjointe du GH AP-HP Sorbonne Université, directrice de la Pitié Salpêtrière, a été nommée directrice du GHU Paris psychiatrie & neurosciences

M. Thomas LE LUDEC, inspecteur général des affaires sociales, ancien directeur général du CHU de Montpellier, a été nommé président de la commission de surveillance du fonds pour la modernisation et l'investissement en santé

Mme Charlotte BRESARD, ancienne collaboratrice de MM. Jean-Christophe COMBE et Franck RIESTER, est nommée responsable des Affaires publiques de Doctolib

M. Luc FOURNIAL, ancien collaborateur de cabinet de Mme Lamia EL AARAJE, alors adjointe à la maire de Paris, a été nommé délégué général de la Fédération nationale des orthophonistes

EN RÉSUMÉ

RIST / enfance en danger

La ministre de la Santé et des Familles Stéphanie RIST a indiqué vendredi sur France 2 mener actuellement "des travaux" sur une éventuelle modification du mode de signalement face à un enfant en danger, dans le sillage de l'affaire Lyhanna, dont les obsèques ont eu lieu vendredi. "Je travaille avec les professionnels de santé pour voir si une obligation est nécessaire ou si les mesures d'efficacité sont celles de la simplification du signalement", a déclaré Mme RIST, indiquant "voir comment renforcer" le projet de loi sur la protection des enfants déjà présenté fin mai en Conseil des ministres mais que le gouvernement souhaite compléter en vue de son examen prévu au Parlement à partir du 15 juillet, ce qui nécessitera un nouveau passage en Conseil des ministres. "Ce qui est très important aussi, c'est qu'on puisse protéger les professionnels de santé qui vont signaler", a ajouté la ministre en indiquant vouloir aussi "renforcer" la formation des "professionnels en contact avec les enfants".

Un colloque intitulé "Lois de financement de la Sécurité sociale : 30 ans, et après ?" se tiendra le vendredi 19 juin au Sénat

La Direction de la Sécurité sociale (DSS) s'associe avec le Haut Conseil du Financement de la protection sociale (HCFIPS), ainsi qu'à l'École nationale supérieure de la Sécurité sociale (EN3S) pour organiser un colloque, le vendredi 19 juin au Sénat, intitulé "Lois de financement de la Sécurité sociale : 30 ans, et après ?".

GPA

Des élèves socialistes, dont l'eurodéputée et porte-parole du Parti socialiste Emma RAFOWICZ, la sénatrice Corinne NARRASSIGUIN et les députées Anna PIC et Dorine BREGMAN, ont plaidé hier dans "Libération" pour une gestation pour autrui (GPA) "féministe", qui serait "démarchandisée, strictement encadrée, où l'Etat s'interpose comme tiers garant de la dignité et du consentement". Elles proposent en outre que "la filiation soit établie en amont par une décision de justice, et non par un contrat.

Oxfam / climat

L'Etat "continue à méconnaître l'urgence climatique" et "faillit à protéger la population face aux risques climatiques", en particulier les plus fragiles, premières victimes d'un sous-investissement chronique dans le système de santé notamment, a estimé l'ONG Oxfam dans un rapport publié hier. Le changement climatique est une "bombe sanitaire passée sous les radars du gouvernement", écrit Oxfam pour qui ses impacts sur la santé sont "insuffisamment pris en compte dans les politiques publiques" : lutter contre la pollution de l'air, rénover les logements et respecter la trajectoire de neutralité carbone sont des mesures à "prioriser urgemment". "Le système de santé ne parvient plus à protéger la population des conséquences du changement climatique", lit-on dans le document auquel ont contribué chercheurs de l'Inserm et universitaires alors qu'"à l'hôpital, il fait de plus en plus chaud, au point qu'il devient de plus en plus difficile d'y soigner". La chaleur a causé la mort de 5722 personnes à l'été 2025 en France, selon Santé publique France. "La mortalité liée à la chaleur y a été 31 % plus élevée dans les 10 départements les plus pauvres que dans les 10 départements les plus riches", dit le rapport, qui alerte notamment sur les fumées de feux de forêt, "dix fois plus nocives pour la santé que les pollutions routières et industrielles".